3ème Colloque de l'Association du Notariat Francophone

MICROECONOMIE ET SECURITE JURIDIQUE

Le rôle du Notaire au service du développement
dans une économie de marché

sous le haut patronage de Monsieur Abdou DIOUF,
Secrétaire général de la Francophonie

CONSEIL SUPERIEUR DU NOTARIAT – PARIS

21 Septembre 2007

Alain LAMBERT

Ancien Ministre, Président honoraire du Conseil Supérieur du Notariat
Président d'honneur de l'Association du Notariat Francophone

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les hauts magistrats, les universitaires, les notaires.
C'est l'amitié qui me lie à Jean-Paul DECORPS qui fait que je suis ici à cet instant de vos travaux, alors que je n'ai aucune légitimité, vous l'avez bien compris, pour parler de la microéconomie puisque je suis plutôt immergé dans l'économie macro.

Cependant, il a considéré qu'un notaire de province en France, ayant un peu d'expérience juridique, pourrait apporter un témoignage qui tente d'éclairer l'ensemble des travaux que vous allez mener tout au long de cette journée.

Pour être le plus court possible, je voudrais puiser à travers ce que nous avons entendu ce matin des intervenants qui nous ont présenté des éléments de grande qualité, puis dans ces travaux que vous allez mener dans la journée, pour exprimer quelques considérations, presque des intuitions.

La première est la suivante – je crois qu'il faut que nous l'ayons en tête toute la journée parce qu'elle est capitale : il n'y a pas d'économie, qu'elle soit mondiale, nationale ou locale qui ait la moindre chance de réussir s'il n'y a pas à sa base la confiance. La confiance est un état, c'est une sorte de sentiment, c'est un climat, un réflexe qui ne se commande pas et ne se décide pas par les dirigeants. C'est un état qui se mérite, qui dépend tout directement d'un rapport équilibré entre tous les acteurs, qu'il soient publics ou privés, qu'ils soient ou grands ou petits, qu'ils soient forts ou faibles.

Sans le tissage fin et subtil de cette confiance, de cet équilibre, c'est l'inverse de la confiance qui prime, c'est-à-dire la défiance. Alors, le désordre suit immédiatement. Chacun se protège, se méfie de l'autre, s'abrite, et, en quelque sorte, facture son incertitude et son inquiétude, soit en inertie, soit en violence, bref cesse d'être actif et fécond tant pour lui-même que pour la société à laquelle il appartient. D'où la nécessité absolue de trouver un système et des acteurs qui nouent la confiance pour faire progresser les sociétés au bénéfice de tous. Qu'elles soient pauvres ou riches, qu'elles soient nombreuses ou moins nombreuses, c'est cette clé qui me paraît le premier élément de décor de tous les travaux que vous allez mener tout au long de la journée.

Deuxième intuition : que l'on s'en réjouisse ou que l'on s'en désole, en tout cas en France il nous arrive encore d'avoir ces débats-là, l'économie de marché l'a emporté et elle est globalisée. Ce n'est pas un choix politique, c'est un fait et, plutôt que de l'ignorer, ce qui serait stupide, ou plutôt que d'essayer de l'empêcher, ce qui serait vain, essayons plutôt de l'ordonner, de la réguler pour qu'elle concoure au progrès de l'Humanité plutôt qu'à sa perte.

Je crois que c'est très important de le souligner. Nous voyons bien que, comme la démocratie que nous qualifions parfois de moins mauvais des systèmes, l'économie de marché est aussi sans doute le moins mauvais des systèmes. Elle a ses effets secondaires, à nous de les corriger, mais en tout état de cause elle est le logiciel mondial dont il faut tenir compte et des défauts duquel il faut aussi savoir se prémunir. Je pense en particulier aux pays en développement, qui subissent parfois une approche un peu dogmatique des institutions financières internationales, qui confondent trop souvent libéralisation et dérégulation. Ce n'est pas votre sujet Monsieur le Président, mais vous savez qu'il me passionne.

Pour le troisième élément, j'utiliserai une métaphore sportive, puisque c'est la coupe du monde de rugby actuellement : la mondialisation c'est une forme de championnat du monde permanent de l'économie. Or, cette compétition n'est pas accessible à tous. Laissons alors les géants mondiaux jouer leur partie, la jouer selon les règles de concurrence justes et communes à leur catégorie, mais reconnaissons qu'il existe, et Madame Nowak nous a donné les chiffres qui sont considérables, des acteurs locaux de rangs inférieurs, non inscrits dans la compétition mondiale, mais qui jouent un rôle absolument salutaire pour l'équilibre des territoires et notamment pour ceux qui ne sont pas considérés comme compétitifs.

Quatrième élément : le développement sophistiqué, exponentiel de l'économie est en train de créer des écarts de richesse qui ne sont plus soutenables du point de vue de l'harmonie sociale. C'est quelqu'un d'engagé dans la politique qui vous le dit. L'effacement de toute distance, et je pense notamment aux images de télévision, confond l'abondance arrogante et la pauvreté extrême. Cela annonce des vagues migratoire qui seraient destructrices si elles n'étaient pas organisées, et risquent de transformer à terme notre planète en bombe mortelle, naturellement pour nos démocraties, mais en tout cas au moins aussi pour nos économies.

Cinquième élément : malgré tout ce que je viens de vous dire, je ne crois pas que l'assistanat, qu'il s'applique aux peuples ou aux personnes, qu'il soit local ou mondial, soit une réponse à cette situation. L'assistanat affecte la dignité de la personnalité et corrompt au fond la responsabilité individuelle qui est pourtant la seule garantie de nos libertés, parce que l'assistanat aussi annihile l'envie de promotion sociale de chaque individu.

Le dernier élément serait plutôt, non pas une intuition, mais une forme de recommandation très respectueuse, attendu les experts sont très nombreux dans cette salle. Ce serait de veiller, chaque fois que vous parlerez d'asseoir de manière incontestable la propriété, que vous parlerez de l'entreprise, que vous parlerez de la sécurisation des crédits, à utiliser les outils de l'économie de marché pour fonder cette microéconomie. Ne laissons aux Etats que la régulation. J'ai été membre de gouvernement, je suis très engagé encore dans la vie politique française, j'aime beaucoup les Etats, mais ils sont tellement impécunieux, qu'il ne faut plus leur confier l'économie. En tout cas, il ne faut plus leur confier le fruit du travail de leur peuple.

Aujourd'hui, leur travail c'est de réguler et de faire en sorte que précisément tous les acteurs de l'économie, publics et privés, assument bien leur fonction et que l'Etat en soit garant, en établissant des règles qui soient propres à permettre l'efficacité de chacun de ces acteurs. Cela veut dire que les instruments – selon moi et c'est très partial comme de vue, j'en suis conscient – doivent être ceux de l'économie de marché.

Il faut donc faire jouer les institutions financières et juridiques qui existent dans les économies de marché. Je pense par exemple aux banques, dont je mesure parfaitement qu'elles sont soumises au championnat du monde économique, qu'elles sont cotées et ne peuvent naturellement peut-être pas s'aventurer sur des terrains où la microéconomie pourra le faire. Mais alors, qu'elles aident des institutions ou des structures dédiées qui permettent de financer la microéconomie.

Les professions comme celle de notaire auxquelles mon attachement reste grand - vous le savez Monsieur le Président - doivent offrir - vous en parliez Monsieur le premier Ministre sur la nécessité de sécuriser un certain nombre d'éléments de la vie de la microéconomie – des instruments juridiques de l'économie de marché qui sont éprouvés dans le monde entier, qui ont montré leur efficacité et qui donnent des garanties à tous les agents économiques.

Enfin, les structures associatives, je pense aux vôtres Madame Nowak, qui sont spécialisées, qui sont irremplaçables pour organiser des relations vertueuses entre les Etats et ces micromarchés doivent être impérativement développées.

Mesdames et Messieurs, je vous avais promis d'être court, je ne suis pas sûr d'avoir tenu parole. J'ai simplement voulu essayer de reprendre des éléments qui nous ont été parfaitement décrits et mis en lumière par les intervenants qui m'ont précédé et essayer de donner un sentiment personnel sur ce qui peut, doit être pris en compte dans les travaux techniques que vous allez mener à compter de maintenant.

Ce que je voudrais vous dire, c'est que j'ai conscience d'avoir énoncé des évidences. Cela étant, je pense que parfois les évidences s'oublient dans les sociétés modernes. J'ai essayé de mettre en perspective l'enjeu que ces évidences portent. D'abord celui de la construction d'un monde dont nous sommes chacun et individuellement chargé. La construction d'un monde qui utilise ce qu'il a de plus précieux et un ancien ministre du Budget vous dira que les ressources financières sont très précieuses, mais je pense que les ressources humaines le sont encore plus.

Au final, ce qui compte, c’est précisément la mobilisation de ce capital humain. Vous avez cité des chiffres Madame Nowak qui sont absolument considérables. Vous nous avez dit également qu’il y avait des actifs qui n’étaient pas mobilisés pour l’économie. Donc, nous voyons que l’enjeu c’est cela. C’est construire un monde qui mobilise ce capital humain, qui mobilise ce capital que nous avons qualifié de terrible tout à l’heure parce que, simplement, il ne produit pas comme il le pourrait s’il était organisé juridiquement. Il s’agit de construire aussi un monde responsable, responsable face aux générations suivantes, responsable face aux peuples qui cherchent leur place sur cette planète. Un monde qui soit tout simplement un monde de justice et de paix.

Bon courage pour vos travaux, merci.